

Financement des programmes établis

des familles. Même des travailleurs spécialisés doivent toucher des prestations de chômage ou accepter des emplois très mal rémunérés. Beaucoup ont besoin de se recycler, leurs compétences n'étant plus en demande, mais il n'y a pas de programmes de formation pour les travailleurs d'âge moyen. Ces gens-là se demandent également si leurs enfants qui n'ont pas les moyens d'aller à l'université devront rester chômeurs. Cette question préoccupe beaucoup les familles.

Un père se demandait ce qu'il adviendra de son fils qui veut devenir mécanicien. Il devra attendre au moins deux ans, tellement les listes sont longues, sans pour autant être sûr d'être admis. En attendant, où pourra-t-il acquérir un peu d'expérience? Un autre avait un fils diplômé en urbanisme qui ne pouvait trouver un emploi faute d'expérience. De toute évidence, notre système d'enseignement postsecondaire doit offrir davantage de possibilités d'expériences de travail et de formation en coopération. Il doit aussi proposer davantage de programmes de formation aux adultes.

Dans les écoles publiques de Vancouver, l'anglais est langue seconde pour 52,000 étudiants. A cause des réductions décrétées par le gouvernement fédéral et la province dans les programmes d'enseignement de l'anglais comme langue seconde, nombre d'entre eux auront de la difficulté à poursuivre leurs études. Le gouvernement fédéral n'est pas à la hauteur de ses responsabilités vis-à-vis des familles d'immigrants, en particulier, à l'égard des mères de familles qui doivent souvent rester au foyer à cause justement de la barrière linguistique.

En Colombie-Britannique, il y a un véritable tollé contre les réductions des contributions autant provinciales que fédérales au financement des collèges et universités. Le président de l'Université de la Colombie-Britannique, M. George Peterson, a déclaré: «A partir d'aujourd'hui, les pauvres auront beaucoup de mal à faire des études universitaires». En effet, l'université augmente ses frais de scolarité de 33 p. 100. Seuls les élèves les plus brillants seront admis et l'on diminue l'aide financière aux étudiants. D'autres universités et collèges sont forcés d'emboîter le pas parce que le gouvernement créditiste a refusé de répartir équitablement les subventions fédérales ou de partager les coûts. Le projet de loi C-12 réduira le financement encore davantage.

Je voudrais citer une déclaration de Christina Taulu, qui fait partie d'un comité consultatif de parents à Vancouver-Est. Elle a dit que les compressions budgétaires imposées aux universités sont racistes et discriminatoires. Les cours d'anglais que doivent suivre les néo-Canadiens, la hausse des frais de scolarité et les critères d'admissibilité plus sévères font qu'il devient très difficile pour les enfants des quartiers est de Vancouver d'entrer à l'université. Elle a dit: «Ceux qui ne sont pas riches sont dans l'impossibilité de s'instruire». Et elle a ajouté:

Il y aura un écart croissant entre les quartiers est et ouest de Vancouver... les riches peuvent fréquenter l'université, mais les pauvres doivent s'en passer... J'appelle cela de la discrimination. C'est une forme de racisme... Les enfants de la partie est de Vancouver sont souvent défavorisés dès le départ. Beaucoup d'entre eux ont des parents dont l'anglais n'est pas la langue maternelle.

Un autre parent a dit que

La hausse des frais de scolarité crée des difficultés aux enfants des classes moyennes et défavorisées... d'après les rumeurs, le gouvernement provincial réduirait son programme d'aide aux étudiants en supprimant les bourses. D'autre part, on s'attend à ce que l'on exige désormais de meilleures notes pour entrer à l'université.

Pour les enfants des familles non anglophones, il deviendra difficile de s'instruire. Cette année, la commission scolaire de

Vancouver prévoit réduire de \$800,000 le budget de ses programmes d'enseignement de l'anglais langue seconde; cette décision est directement attribuable aux compressions budgétaires du gouvernement provincial. Un autre parent a déclaré:

Je crois que beaucoup de jeunes très brillants devront gaspiller leur talent. Ils ne pourront se permettre de fréquenter l'université. C'est l'avenir à long terme qui m'inquiète le plus: pas d'emplois, pas d'écoles, pas d'espoir.

Un élève de 12^e année à l'école secondaire Britannia a dénoncé l'injustice des examens imposés par le ministère, qui ne tiennent pas compte des disparités culturelles et géographiques. Il a dit:

Il me semble que les gars qui habitent dans l'ouest de la ville ont beaucoup moins de misère à aller à l'université. Dans les quartiers de l'ouest, la plupart des gens sont de race blanche. Ils ont plus d'argent. Tandis qu'ici, l'anglais est une langue seconde pour beaucoup de jeunes. Nos chances d'aller à l'université ne sont pas aussi bonnes. La vie est injuste.

Enfin, je voudrais signaler les problèmes particuliers des étudiantes. Durant les années 70, le nombre des femmes inscrites dans les collèges et universités a augmenté de 95 p. 100. Dans les années 80, beaucoup de femmes sont exclues de l'université par les frais de scolarité trop élevés. En outre, l'éventail des cours est limité dans le domaine de la formation professionnelle. La loi nationale sur la formation est conçue en fonction des hommes et les services d'appoint, par exemple les garderies, sont insuffisants. Comment une femme qui a un enfant peut-elle survivre avec une allocation hebdomadaire de \$150? Comment une secrétaire peut-elle s'adapter à la bureautique si elle ne peut suivre des cours de recyclage?

Il ne faut pas laisser le réseau d'éducation de notre pays tomber en ruines. Les Canadiens, quel que soit leur revenu ou leur origine ethnique, ont tous également le droit à l'éducation, à l'apprentissage et au recyclage. Il nous faut une main-d'œuvre très qualifiée, c'est une question de survie nationale. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent investir dès aujourd'hui dans l'enseignement pour atteindre plus tard les objectifs nationaux en ce qui concerne la hausse de la productivité humaine et économique.

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, un gouvernement qui s'occupe avant tout d'accorder ses largesses aux grandes entreprises, de leur procurer les moyens de différer le paiement de l'impôt sur leurs revenus, qui ménage des échappatoires fiscales à l'intention des nantis, qui achète des avions de combat dont il n'a pas besoin et qu'il n'utilisera jamais, mais qui comprime les crédits destinés à l'enseignement postsecondaire et aux services hospitaliers et médicaux, devrait assurément reconsidérer l'ordre de ses priorités. Les débours auxquels donnent lieu les mesures législatives comme celle-ci passent pour des dépenses mais n'en sont pas. Les fonds consacrés à l'enseignement postsecondaire, à l'assurance-hospitalisation et à l'assurance-maladie sont en quelque sorte un investissement dont le gouvernement tire un rendement bien supérieur à sa mise de fond.

Les gens instruits touchent des revenus plus élevés sur lesquels ils doivent payer des impôts également plus élevés. Ainsi, au cours de leurs années de vie active, ceux d'entre eux qui ont fait des études postsecondaires versent en contributions de toutes sortes bien plus que ce que le gouvernement ou leurs parents ont dû eux-mêmes verser pour les aider à les poursuivre. De même, les malades qui recouvrent la santé ou les gens bien portants qui le demeurent sont en mesure de gagner leur vie et de payer des impôts. C'est là le type d'investissement